



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 15 AVR. 2019

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
SPE/RH DREAL

ARRÊTÉ

**instituant des servitudes d'utilité publique sur la parcelle cadastrale n°CC 28
site anciennement exploité par la société BARTIN METAL RECYCLING
11, avenue Docteur Schweitzer à MEYZIEU**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est,
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,*

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 515-8 à L. 515-12, R. 515-31-1 à R. 515-31-7 ;

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121 et L. 126 ;

VU le décret n°2015-1353 en date du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L.125-6 du Code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers ;

VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

- VU le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône et de la Métropole de Lyon approuvé le 11 avril 2014 ;
- VU la déclaration de cessation d'activité du 22 mars 2010, complétée le 26 mai 2010, effectuée par la société BARTIN METAL RECYCLING concernant l'établissement qu'elle exploitait 11, avenue Docteur Schweitzer à MEYZIEU ;
- VU le dossier de servitudes actualisé transmis le 28 janvier 2016 et complété le 25 avril 2016, par la société BARTIN METAL RECYCLING 11, avenue Docteur Schweitzer à MEYZIEU ;
- VU le rapport du 24 mai 2016 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU les propositions de périmètres et de servitudes ;
- VU la consultation engagée le 28 juin 2016 par le préfet du Rhône sur la base du projet de servitudes d'utilité publique ;
- VU l'avis du 11 juillet 2016 de l'agence régionale de la santé Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU la délibération du 28 septembre 2016 du conseil municipal de la commune de MEYZIEU ;
- VU la consultation du 27 septembre 2018 du nouveau propriétaire ;
- VU l'avis tacite du propriétaire ;
- VU l'avis tacite de l'exploitant ;
- VU l'avis tacite de la métropole de LYON ;
- VU le rapport de synthèse en date du 11 septembre 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 4 avril 2019 ;

CONSIDÉRANT que les différentes sociétés qui se sont succédées sur le site dernièrement exploité par la société BARTIN METAL RECYCLING, sis 11 rue du Docteur Schweitzer à MEYZIEU, ont exercé de 1968 à 1984 une activité de fonderie de fonte puis de 1985 à 2009 une activité de fonte d'aluminium ;

CONSIDÉRANT que le site anciennement exploité par la société BARTIN METAL RECYCLING a fait l'objet de plusieurs études et documents successifs relatifs à la cessation d'activité et à la remise en état du site ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a acté la cessation d'activité du site et demandé à l'exploitant de fournir un dossier de servitudes d'utilité publique ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de l'article R. 515-31-3 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis en dernier lieu, le 25 avril 2016, un dossier de demande d'instauration de servitudes d'utilité publique ;

CONSIDÉRANT que ce projet a été soumis à une consultation simple du propriétaire, de l'exploitant, ainsi que du conseil municipal de la commune de MEYZIEU ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la mairie de MEYZIEU ;

CONSIDÉRANT que les études réalisées ont permis de constater que les travaux réalisés étaient conformes aux objectifs visés ;

CONSIDÉRANT qu'afin de s'assurer de la conservation dans le temps des restrictions d'usage rendues nécessaires par le niveau de pollution résiduelle laissé en place, il y a lieu d'instaurer des servitudes d'utilité publique sur les terrains susmentionnés ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de faire application des dispositions des articles L. 515-8 à L. 515-12 et R. 515-28 du Code de l'environnement susvisé ;

CONSIDÉRANT que les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement susvisé sont garantis par l'institution de servitudes d'utilité publique ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{ER}

Sur le territoire de la commune de MEYZIEU, des servitudes d'utilité publique sont instaurées sur la parcelle cadastrée CC 28, située 10, avenue du Docteur Schweitzer.

L'article 2 précise l'énoncé de chacune des servitudes d'utilité publique.

Le document suivant est joint :

- Annexe 1 : un plan général localisant le site avec la désignation des différents bâtiments et structures et l'emprise des terrains concernés par les servitudes d'utilité publique. Ce plan mentionne les dispositifs de blocage ou de confinement.

L'utilisation du site devra toujours être compatible avec l'état environnemental du sol, du sous-sol et de la nappe.

ARTICLE 2

- ***Prescriptions relatives à la nappe d'eau souterraine***

Prescription n°1 :

Tout usage des eaux souterraines sera subordonné à la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine d'un tel usage, d'études et de mesures garantissant l'absence de tout risque pour la santé et l'environnement.

Prescription n°2 :

Les ouvrages nécessaires au programme de surveillance des eaux souterraines, notamment ceux qui figurent sur le plan ci-annexé devront être maintenus en état ou créés et leur accessibilité devra être assurée. Seuls les agents des administrations compétentes ainsi que la société BARTIN METAL RECYCLING ou son successeur au sens juridique sont autorisés à accéder en tout temps et à tout moment aux piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines.

Prescription n°3 :

Les ouvrages nécessaires au programme de surveillance des eaux souterraines pourront toutefois être déplacés ou neutralisés si leur présence n'est plus obligatoire ou dont le dysfonctionnement ne permet pas d'assurer le suivi de la qualité des eaux souterraines, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine du déplacement. Ces nouveaux emplacements devront permettre une surveillance équivalente et leur position devra être validée par un hydrogéologue indépendant.

- ***Prescriptions relatives aux bâtiments, aménagements et végétaux***

Prescription n°4 :

Afin de garantir un risque sanitaire acceptable, le taux de ventilation du bâtiment industriel devra être maintenu à 140m³/h, le bâtiment sera édifié sur une couche de forme de 40 cm.

Prescription n°5 :

Les zones de circulation seront recouvertes d'un revêtement type enrobé empêchant le contact direct par inhalation de poussières, ingestion ou contact cutané avec les terres polluées et une couverture étanche (type enrobé ou béton) doit être mis en place sur la partie du site ayant fait l'objet du traitement par venting.

Prescription n°6 :

Les terres issues des éventuels travaux de terrassement réalisés au droit de la zone de traitement par venting ne devront pas être réutilisées librement sur le site et ne devront en aucun cas être réutilisées au droit des bâtiments.

Prescription n°7 :

La zone de confinement située en partie ouest du site et correspondant au stockage de 250 m³ de terres polluée sous forme de merlon paysager devra être maintenue ainsi que la géomembrane au droit de ce merlon sur laquelle repose 40 cm de terre végétale.

Prescription n°8 :

Les espaces verts seront entièrement recouverts d'une couche de 20 cm de terre végétale saine et empêchant le contact direct par inhalation de poussières, ingestion ou contact cutané avec les terres polluées.

Prescription n°9 :

La production de végétaux comestibles au droit du site devra faire l'objet d'études préalables réalisées par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués, conformément à une norme définie par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent.

• *Prescriptions relatives à l'usage des sols*

Prescription n°10 :

Toute modification de l'usage de ce site est subordonnée à la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne qui en est à l'origine, d'études et de mesures permettant de justifier d'un risque résiduel compatible avec l'usage prévu. Ces études et mesures seront réalisés par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués, conformément à une norme définie par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent.

Prescription n°11 :

Sans préjudice de ce qui précède, tous travaux entrepris affectant le sol ou le sous-sol du site, notamment d'affouillement ou d'excavation de terres ou matériaux enterrés, devront faire l'objet, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine de ces travaux, de mesures de gestion et de précaution adaptées, conformément à la réglementation applicable ; ces travaux ne devront pas avoir pour effet de remobiliser, solubiliser ou faire migrer les polluants notamment vers les eaux de surface et les eaux souterraines ou dans l'air.

Prescription n°12 :

Dans le cas où le propriétaire de la parcelle n°CC 28 décide de mettre à disposition d'un tiers, à titre gratuit ou onéreux, toute ou partie de cette parcelle, le propriétaire s'engage à informer les éventuels occupants sur l'état du site et les restrictions d'usage visées précédemment.

ARTICLE 3 : INFORMATION DES TIERS

Dans le cas où le propriétaire de la parcelle citée à l'article 1 décide de mettre à disposition d'un tiers, à titre gratuit ou onéreux, toute ou une partie de cette parcelle, le propriétaire s'engage à informer les éventuels occupants sur l'état du site et les restrictions d'usage visées précédemment.

De même, le propriétaire de la parcelle cadastrale citée en article 1 s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux, à informer le nouveau propriétaire des restrictions d'usage visées ci-dessus, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

ARTICLE 4

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois pour le propriétaire à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5

Le présent arrêté préfectoral est notifié à l'exploitant, au propriétaire de la parcelle cadastrale, au maire de MEYZIEU ainsi qu'au président de la Métropole de Lyon.

Il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Rhône et fait l'objet d'une publicité foncière. Les frais afférents à cette publicité sont à la charge de la société BARTIN METAL RECYCLING en sa qualité d'ancien exploitant de la parcelle cadastrale citée à l'article 1^{er}.

Le présent arrêté est annexé aux documents d'urbanisme de la commune de CHASSIEU.

ARTICLE 6

Les servitudes ci-dessus ne pourront être modifiées ou supprimées que dans les conditions prévues à l'article L. 515-12, 5e à 7e alinéas, du Code de l'environnement.

ARTICLE 7

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de MEYZIEU,
- au conseil municipal de MEYZIEU,
- au président de la Métropole de LYON,
- au directeur départemental des territoires,
- au délégué départemental de l'agence régionale de santé,
- l'exploitant,
- au propriétaire.

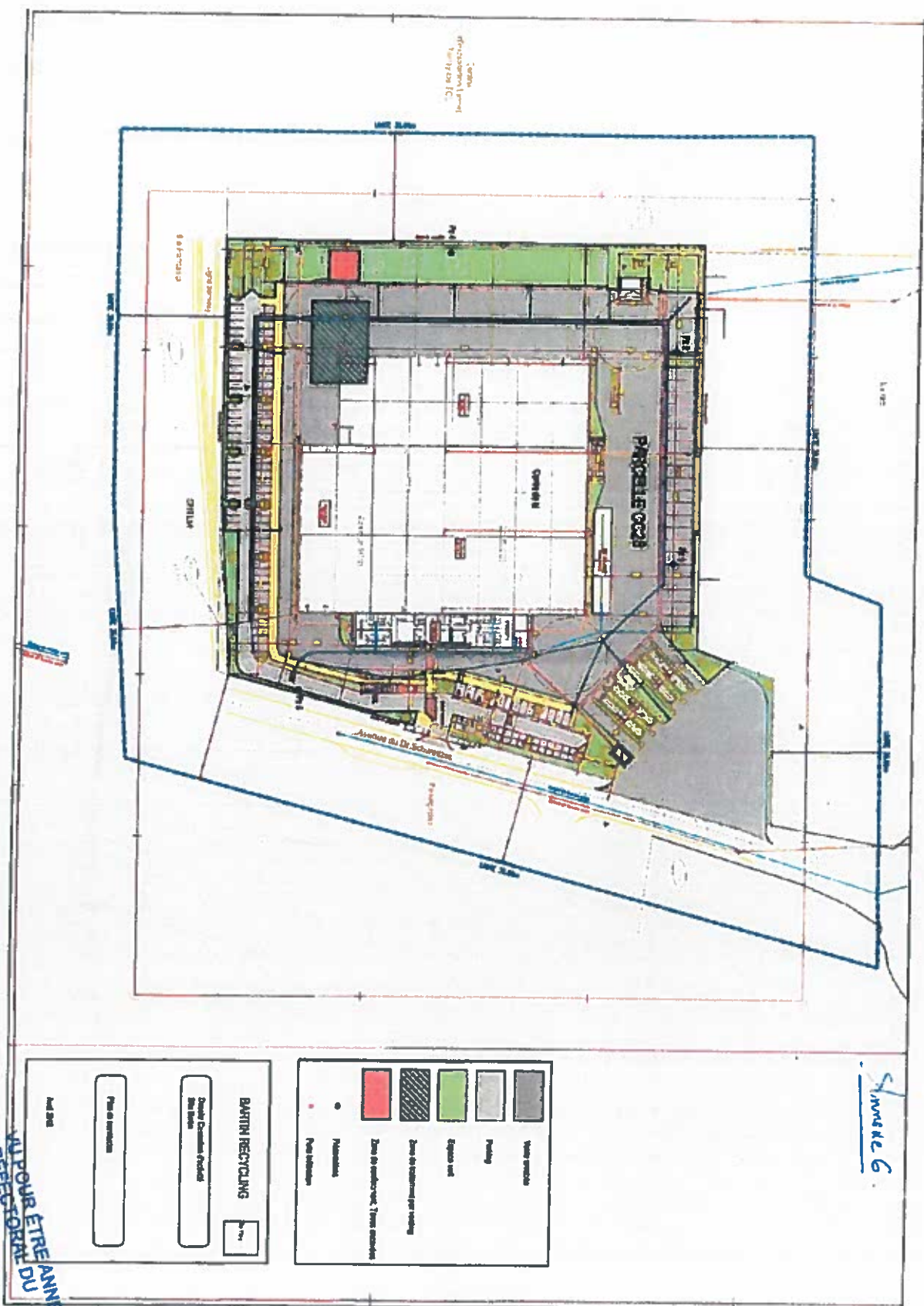
Lyon, le 15 AVR. 2019

Le Préfet,

Pour le préfet,
~~Le sous-préfet,~~
Secrétaire général adjoint

Clément VIVÈS

ANNEXE 1 : PLAN GÉNÉRAL DU SITE ET SERVITUDES



Exercise 6

BARTIN RECYCLING

Supply Chain Product Line Page

Plan of Investigation

114

ALPES-ET-DAUPHINÉ
PRÉFECTURE

2019
5 AVR.
ARRET

LE PRÉFET

Clément VIVI

